

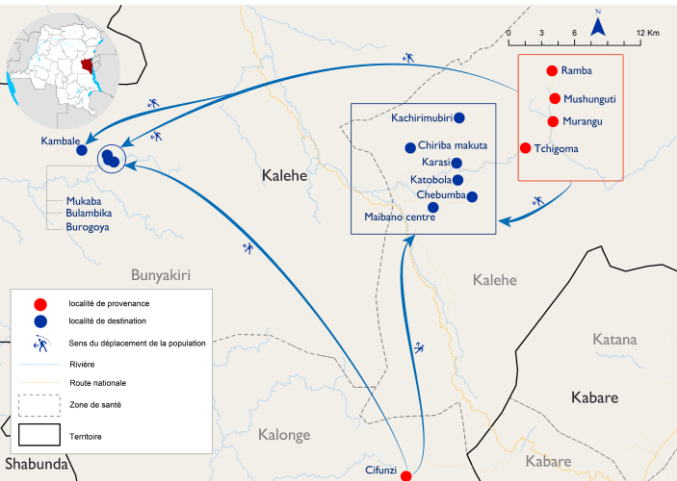
MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	×
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés dans les sites de déplacement et dans ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée du 11 au 13 avril 2021 dans le territoire de Kalehe.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE #3865

Des affrontements armés opposant depuis le 1er avril 2021 les miliciens NYANTURA aux miliciens RAIYAMUMBOTOKI et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) aux RAIYA MUTOMBOKI, ont occasionnés des déplacements massifs de populations venues des villages de MUSHUNGUTI, RAMBA, TCHIGOMA et MURANGU dans les groupements MUBUKU, CIFUNZI et KALONGE dans la chefferie de BUHAVU, territoire de KALEHE. Cette population déplacée a trouvé refuge dans les villages de KAMBALE, BULAMBIKA, groupement de KALIMA ; dans les villages de KARASI, CHIRIBA et KACHIRIMUBURI, groupement de MUBUKU, Chefferie de BUHAVU ; dans les villages de MUKABA et BUROGOYA, groupement de LUBENGERA ; dans les villages de KATOBOLA, groupement de BAGANA ; dans les villages de MAIBANO CENTRE, groupement de MUNYANJIRO ; dans le village CHEBUMBA, groupement de MUSENYI chefferie de BULOHO, Territoire de Kalehe, Province du Sud Kivu.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT


Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

OBSERVATIONS & ANALYSES

La majorité des déplacés a trouvé refuge dans des localités où se trouvaient déjà d'autres populations déplacées, notamment à KARASI et à MAIBANO CENTRE où vivent environ 613 individus qui n'ont, à ce jour, reçu aucune assistance humanitaire. Parmi la nouvelle vague de déplacement, 1741 individus se sont installés dans la localité de BULAMBIKA, 1710 individus dans la localité de KARASI, 977 dans la localité de KACHIRIMUBURI et 872 dans la localité de CHIRIBA MAKUTA. Les déplacés ont pour la plupart été hébergés dans des familles d'accueils tandis que d'autres ont trouvé refuge dans une école secondaire nommée BAALIRE à KATOBOLA. En raison de la continuité de la crise, de nouveaux déplacés continuent d'arriver dans les localités évaluées.

Pour l'accès aux soins de santé, les ménages déplacés marchent entre 45 minutes à 2 heures pour atteindre une structure sanitaire. A part la distance, les principaux problèmes qui limitent l'accès aux soins de santé pour les ménages sont le manque des moyens financiers pour se procurer les soins ainsi que la qualité de services fournis à certaines structures de sanitaires. Les informateurs clés de la santé signalent un manque de médicaments et de matériels dans les structures de santé. Un total de 546 cas de malnutrition a été enregistré dans la communauté d'accueil parmi lesquels 20 cas de malnutrition aiguë sévère chez les filles de moins de 2 ans, 21 cas chez les filles de plus de 2 ans, 21 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 16 cas chez les garçons de plus de 2 ans et 6 cas parmi les femmes enceintes. De plus, des cas de malnutrition aiguë modérée ont été enregistrés notamment 39 chez les filles de moins de 2 ans, 45 cas chez les filles de plus de 2 ans, 23 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 21 cas chez les garçons de plus de 2 ans et 51 cas parmi les femmes enceintes. Les maladies les plus courantes diagnostiquées auprès de cette population déplacée sont : le paludisme, dont 174 cas confirmés, les infections respiratoires aiguës dont 82 cas confirmés et 27 cas suspects, 22 cas de typhoïde et 136 cas de diarrhée aiguë confirmés.

Dans les villages évalués, plus de la moitié des personnes déplacées ont accès à une eau potable suffisante à une distance de 45 minutes à 2 heures de marche. Les informateurs clés rapportent l'existence dans les zones évaluées de 20 robinets privés fonctionnels, 52 sources d'eau publiques aménagées, 6 puits creusés aménagés et 25 sources naturelles aménagées. La situation sanitaire dans les localités évaluées est préoccupante et s'est dégradée à la suite de l'arrivée des nouveaux déplacés. Les informateurs clés ont rapporté que 80% des installations sanitaires ou latrines ne sont ni améliorées ni entretenues et sont utilisées par 4 ou 5 familles, poussant ainsi la majorité de la population à pratiquer la défécation à l'air libre.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	39 711 INDIVIDUS DÉPLACÉS		16 588 HOMME DÉPLACÉS
	7 274 MÉNAGES DÉPLACÉS		ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
	23 123 FEMMES DÉPLACÉES		01 Avril 2021 et qui continue jusqu'à aujourd'hui.

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU
TERRITOIRE	KALEHE
CHEFFERIE	BUHAVU et BULOHO
GROUPEMENT	KALIMA, MUBUKU, LUBENGERA, MUSENYI

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

ZONE ÉVALUÉE	MENAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
BULAMBIKA	1741	10446	6247	4199	624	02.05587°,028.35138°
CHIRIBA MAKUTA	872	4360	2215	2145	112	02.04635°,028.59805°
BUROGOYA	520	3976	2110	1866	115	02.05771°,028.35565°
MUKABA	409	2290	1826	464	89	02.05215°,028.35015°
KATOBOLA	330	1650	915	735	83	02.07243°,028.63685°
CHEBUMBA	70	361	213	148	27	02.08625°,028.64847°
KAMBALE	609	3020	1800	1220	209	02.04.813°,028.32940°
KACHIRIMUBURI	977	4885	2703	2182	89	02.02173°,028.63799°
KARASI	1710	8551	5003	3548	141	02.05864°,028.63584°
MAIBANO CENTRE	36	172	91	81	8	02.09486°,028.61670°

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 NOURRITURE

2 AMES

3 ABRIS

4 SANTÉ

5 MOYEN FINANCIER



POPULATION DÉPLACÉE OCCUPANT L'ÉCOLE SECONDAIRE BAALIRE DANS LA LOCALITÉ DE KATOBOLA SUIVI DES URGENCES (ETT) BUNYAKIRI © IOM 2021

Les besoins prioritaires exprimés par une grande majorité de la population déplacée vivant dans les villages évalués sont la nourriture et les moyens de subsistance incluant le cash. Une situation de famine a été observée par les informateurs clés : la population déplacée qui vivait principalement de l'élevage et de l'agriculture a pratiquement tout perdu au moment du déplacement. Les informateurs clés informent une hausse anormale des prix des denrées alimentaires de base en raison de la pression de cette population déplacée, non productrice, sur la quantité et la diversité des produits disponibles sur les marchés. Par ailleurs, l'agriculture vivrière est essentiellement tournée vers l'autoconsommation ce qui perturbera les prochaines saisons de semence et de récolte.

Dans le territoire de Kalehe localité de (BUNYAKIRI), des écoles primaires fonctionnelles sont accessibles pour les enfants et se situent à moins d'une heure de marche. Néanmoins, ces structures éducatives sont endommagées pour des raisons qui ne sont pas liées à la crise ou aux intempéries. Les informateurs clés du secteur de l'éducation signalent que le taux d'inscription à l'école primaire de BUNYAKIRI est de 71,6% avec un ratio de 63 élèves par enseignant. Le taux de scolarisation avant la crise était de 49,8%. Bien que le ratio soit acceptable et que les enseignants soient qualifiés, les déplacés inscrits dans les écoles de la zone d'accueil pourront faire face à de sérieux problèmes durant leur apprentissage. En effet, les écoles manquent d'équipements pour les salles de classe et de matériels pédagogiques pour les enseignements et les élèves. De même les frais scolaires peuvent freiner la scolarisation de certains élèves.

Les principales préoccupations en terme de protection pour la population affectée par la crise sont le recrutement et/ou l'enrôlement de jeunes filles et garçons dans les groupes armés, la séparation des familles, les arrestations jugées arbitraires, les cas de meurtre, les violences sexuelles et les cas de mariage précoce chez les filles de moins de 18 ans. Les informateurs clés rencontrés ont rapporté que 96 enfants non accompagnés vivent à BUNYAKIRI.